



LE BLOCAGE COMMUNAUTAIRE DE L'ORANGE BLEUE (II)

Comprendre la crise par ses multiples causes

Le désarroi devant le blocage des négociations pour la formation d'un gouvernement fédéral qui se sont déroulées depuis les élections du 10 juin 2007, a pu conduire à ne retenir qu'une seule explication ou quelques unes seulement. Souvent, le propos s'est fait réducteur, manichéen (« Les Flamands ne veulent plus payer pour les Wallons »), ou poujadiste (le fossé entre les politiques et ce que veulent les citoyens), usant de stéréotypes (« Les flamands travailleurs » ou « nouveaux riches », « Les Wallons fainéants » ou « assistés sociaux », de noires prédictions (l'éclatement du pays), ou du bouc émissaire, « Leterme, c'est une erreur de casting ».

La présente note a une valeur démonstrative, ou autrement dit pédagogique. Elle commente brièvement une liste d'éléments explicatifs avancés lors du blocage des négociations de l'orange-bleue, qui n'est certes pas exhaustive. Pour autant, elle montre déjà parce que chacun y reconnaîtra une partie de l'explication de la crise, combien il est nécessaire de considérer l'ensemble des facteurs, manifestement fort nombreux dans ce cas-ci. Mais ce début d'inventaire fait percevoir aussi comme il est difficile de les appréhender conjointement.



LES EXPLICATIONS AVANCEES

Cette liste non exhaustive montre la complexité et la difficulté de considérer l'ensemble des facteurs explicatifs plutôt que certaines explications montées en épingle.

Le paysage politique

- **L'éclatement de la Volksunie** qui a conduit à la cartellisation d'un appendice radical à tous les partis flamands traditionnels, alors que ces formations autonomistes risquaient de recueillir moins de 5% des voix et de ne pas être représentées au Parlement, et dans un contexte où les partis traditionnels étaient au coude à coude en termes de nombre de voix. Le CD&V, quoique lui-même relativement radicalisé sur le plan communautaire par rapport à ses positions des années 90, se voit aiguillonné par la NVA qui peut lui faire perdre les élections régionales de 2009.
 - **L'importance du Vlaams Belang** qui, dans la concurrence politique, amène les partis à relever les exigences communautaires, pour ne pas perdre davantage de voix ou en regagner.
 - **Le résultat des élections** qui a rendu le CD&V incontournable pour la formation d'un gouvernement fédéral, tandis qu'une coalition « olivier » ou « tripartite » est considérée comme peu probable alors que le PS a été décrédibilisé et parfois diabolisé tant par les partis flamands que par le MR dans la campagne, surtout à la suite des affaires à Charleroi, et d'autant que le Spa a décidé de rejoindre l'opposition suite à une lourde défaite électorale qui est largement expliquée par le retrait ou la démission de ses anciens leaders.
- **Les résolutions du parlement flamand** de 1999, généralement adoptées par l'ensemble des partis flamands mais manifestant toutefois des sensibilités différentes. Ces résolutions sont la base d'une forme d'engagement des partis flamands vis-à-vis de l'opinion et de leurs électeurs qui attendait une occasion politique pour être concrétisé, en l'occurrence les élections de juin 2007.
 - **La radicalisation du CD&V dans l'opposition, qui a mené campagne sur la bonne gouvernance** contre le premier ministre sortant Verhofstadt, **et pour plus d'autonomie** suivant le slogan « ce qu'on faisons nous-mêmes, nous le faisons mieux ». Certains commentateurs flamands ont qualifié cela de complexe d'autosatisfaction exagérée de la part d'Yves Leterme à l'issue de sa fonction de Ministre-Président du Gouvernement flamand.
 - **Les promesses électorales « unilatérales »** de part et d'autres de la frontière linguistique. Les partis flamands ont promis une réforme de l'Etat avec des transferts importants de compétences. Les partis francophones se sont engagés à refuser toute avancée communautaire visant à réduire davantage les compétences fédérales et peut-être à restreindre les mécanismes de solidarité nationale. C'est en se déclarant « demandeurs de rien » qu'ils ont cru pouvoir s'opposer efficacement à cela. Comment dès lors réaliser des compromis sans qu'ils apparaissent pour tous les partis comme des abandons de leurs fermes positions au point de perdre la confiance de leurs électeurs ? Les partis en négociation auraient finalement dû se résoudre à une stratégie implicite consistant pour chacun à camper suffisamment longtemps sur leurs positions communautaires, pour démontrer par la durée de la négociation et par la visibilité de la tension, que seul un compromis était possible, afin de faire accepter celui-ci par leurs électeurs. Ce qui revient à admettre que le radicalisme et la répétition des promesses durant des mois et parfois des années, n'ont pas tenu compte de cette nécessité d'arriver à un compromis entre les partis flamands et francophones

Les réalités arithmétiques

- **La nécessité de disposer d'une majorité des 2/3** pour faire adopter certaines revendications flamandes, alors que les libéraux ne veulent pas d'une tripartite. Malgré cela, les négociations ont bloqué sur des revendications flamandes pour lesquelles la future coalition n'aurait fort probablement pas eu de majorité suffisante à défaut de soutien de suffisamment de voix de l'opposition. Ce fut d'ailleurs l'argument de francophones pour refuser de s'accorder sur ces revendications.
- **La faible position représentative du CDH dans l'orange bleue**, alors que sa sensibilité (au sommet) est apparue comme **relativement sociale-démocrate, voire progressiste** surtout dans certains domaines (immigration). Le CDH est obligé de se battre davantage quitte à bloquer plus souvent la négociation. La crainte de perdre des voix ou plus encore la volonté d'en gagner aux élections régionales de 2009 apparaît comme un facteur explicatif de cette posture du CDH.

Les stratégies

- **La proximité des élections régionales de 2009** prolonge en quelque sorte la campagne électorale. D'autant qu'il existe un risque d'élections fédérales anticipées. Il s'agit au moins de ne pas perdre des électeurs en donnant l'impression d'avoir tenu bon dans la négociation. La négociation est de ce fait bloquée.
- **L'usage des médias par beaucoup de négociateurs** qui, en manifestant des positions radicales leur ont permis d'interférer dans la négociation via les échos de presse et de fermer les portes de compromis possibles (Bart De Wever, Olivier Maingain surtout ont été épinglés par les commentateurs). Ajoutons aussi **la dramatisation des événements** par les médias surtout les francophones, les scénarios esquissés par les journaux qui ont fait tomber les derniers tabous dans l'opinion francophone concernant les risques de séparation du pays et

les perspectives en cas de séparation. Si d'aucuns y ont vu une sorte d'emballage médiatique, cela a contribué à une prise de conscience. L'esquisse des scénarios de séparation a pu en effrayer plus d'un, craignant que la fiction ne provoque la réalité, mais elle a aussi pu donner à penser au Nord comme au Sud que le séparatisme était une aventure trop complexe, coûteuse et périlleuse.

- La montée d'une forme de **diabolisation** des revendications flamandes par les médias francophones en général et par certains commentaires de la part de mandataires politiques. L'incrustation de **stereotypes** au sujet des Wallons ou des francophones, qui vivent en fait depuis fort longtemps dans l'opinion flamande, et ont été alimentés dans le passé par une partie des politiques et par des éditorialistes notamment.
- **L'éventuelle nécessité devant un tel blocage d'en arriver à l'urgence** (certains problèmes à résoudre nécessitant la formation d'un gouvernement qui ne soit pas en affaires courantes) **et de créer** par des « épouvantails » **une atmosphère de crise pour arriver à un compromis**. Ce serait une façon de faire admettre in fine aux électeurs que les « promesses communautaires » ne peuvent pas être tenues.
- **Le manque de confiance entre les partis et entre le Nord et le Sud sur les agendas cachés des uns et des autres**. Le CDH et la NVA jouent-ils la carte de la participation ou de l'opposition ? Veulent-ils faire échouer l'orange-bleue ? Le CDH n'a-t-il pas témoigné sa préférence pour une coalition de centre-gauche ? La NVA voire el FDF veulent-ils aboutir à des élections anticipées pour radicaliser le conflit communautaire ? Les partis flamands ne veulent-ils pas l'indépendance de la Flandre, dont une nouvelle réforme de l'Etat serait une étape supplémentaire ? Les partis francophones brandissent-ils l'épouvantail du séparatisme pour refuser tout nouveau transfert de compétences ? De telles interrogations sur les stratégies des partenaires de la négociation, autrement dit sur les raisons éventuellement cachées de leur attitude ont été un facteur de blocage.

- **La crainte de mettre le doigt dans des engrenages confédéralistes ou d'en arriver à des dérives séparatistes** en acceptant des compromis communautaires.

Les compétences politiques

- **Le manque d'expérience dans la conduite d'un gouvernement fédéral** de la part des nouvelles générations du CD&V après 8 années d'opposition. S'ajoute à cela le fait que Yves Leterme n'a pas d'expérience fédérale, comme beaucoup de négociateurs d'autres partis. Il tenterait de reproduire les méthodes utilisées lorsqu'il était Ministre-Président du Gouvernement flamand et aurait des difficultés à assumer le rôle de futur Premier Ministre belge notamment en dépassant les clivages partisans et surtout communautaires dans l'exercice sa fonction de formateur.
- **Le manque de charisme et d'audace du formateur** Leterme. Il est possible que les caractéristiques de personnalité aient été exagérées par rapport aux réalités politiques, notamment au fait que prendre des initiatives de compromis pourrait faire perdre des voix en 2009 au CD&V aux élections régionales, et en cas d'élections anticipées.
- **La méconnaissance mutuelle Nord-Sud des négociateurs, et des nouvelles générations de tous les partis** (sauf ECOLO et GROEN qui manifestent entretenir des contacts et délibérations régulières).
- **Les mauvaises relations interpersonnelles entre certains négociateurs**, en particulier entre le Président du MR Didier Reynders et la Présidente du CDH Joëlle Milquet, largement répercutées par la presse, ce qui pu les aggraver.

Les erreurs politiques

- L'illusion qu'une communauté linguistique peut **imposer son projet sans contrepartie**, ou qu'une communauté peut **bloquer toute revendication majeure de l'autre communauté**, simplement parce que c'est juridiquement/

légalement possible de le faire. Le « Pacte des Belges », signifie qu'il faut toujours arriver à s'entendre sur l'essentiel pour éviter l'impasse.



QUELQUES UNES PARMIS LES ORIGINES UN PEU PLUS FONDAMENTALES DE LA CRISE

De nombreux ouvrages et articles ont traité du problème communautaire actuel et de son histoire. Ces quelques points veulent seulement illustrer le fait que la crise actuelle a des origines un peu plus fondamentales qui concernent toutes les représentations dominantes au Nord ou au Sud du pays, mais sans ici se référer aux plus fondamentales et notamment aux facteurs historiques à l'œuvre, dont pourtant il faut souligner qu'ils conditionnent fortement, au travers de la perception actuelle de l'Histoire, les attitudes et les conceptions sur le plan communautaire.

- Une vision francophone donnant un **accent majeur au fédéral** et ayant renforcé les expressions de l'identité nationale belge ces dernières années, pour partie sans doute par réaction auto-protectrice, alors que les autres identités régionales et communautaires continuent à s'opposer en partie au Sud.
- Une vision flamande « sans tabous », pour **plus d'autonomie dans le cadre belge**, récemment alimentée par une certaine autosatisfaction (notamment de la part du Ministre-Président flamand Leterme), mais moins que dans les années 90 par l'idée selon laquelle il existerait d'importants transferts injustifiés du Nord vers le Sud.
- Des **différences de situation du marché du travail** (Pacte de solidarité entre les générations) mais aussi l'idée déjà ancienne selon laquelle les choix collectifs en matière de politiques publiques se fondent sur des conceptions, **des « préférences » ou des sensibilités différentes** au Nord et au Sud. Ces explications sont souvent avancées mais évoquons au moins une question

critique. Les différences observables en matière d'emploi et de chômage sont-elles pour autant des facteurs purement objectifs pour expliquer les difficultés actuelles ? Ou sont-ils une représentation de certaines réalités ? Les différences entre sous-régions sont parfois plus grandes. Mais personne ne propose de sous-régionaliser la politique de l'emploi et l'assurance-chômage. Pourquoi des différences objectives nécessiteraient-elles la décentralisation des compétences plutôt que la différenciation des politiques ou de leurs modalités d'application ? Si la différenciation s'indiquait entre sous-régions, ne pourrait-elle suffire et éviter un transfert de compétences du fédéral vers les régions ? En réalité, l'existence des Régions et Communautés paraît surdéterminer le débat sur les réalités dites objectives. Ainsi en est-il aussi à propos des différences d'approche sur les politiques. Celles entre Nord et Sud ne reflètent-elles pas d'abord des écarts Nord-Sud de rapports de force entre partis politiques et donc entre conceptions idéologiques sur l'axe gauche-droite ?

- **Des opinions publiques qui se sont davantage différenciées** avec le temps (médias différents, personnel politique différent, ..), vivant presque en vase clos, sans guère d'écho des sensibilités et même des volontés de l'autre communauté. D'où l'initiative « dormeur réveille-toi », mais pourrait-on dire aussi « cardiaques s'abstenir » du JT-fiction de la RTBF, simulant la proclamation de l'indépendance de la Flandre par le Parlement flamand, alors que les téléspectateurs francophones auraient été diagnostiqués par la chaîne, comme peu réceptifs au débat communautaire et aux risques potentiels.

- Des **stereotypes** trop récemment reconnus et contestés (mais c'est déjà une évolution remarquable) et des stereotypes renforcés : « **responsabiliser** les wallons/francophones qui profitent des transferts de solidarité sans développer leur économie » ; « des flamands qui préparent la séparation ».
- L'importance qu'a prise en Flandre **la valeur de responsabilisation comme facteur d'une bonne gouvernance**, et via des **incitants financiers**. S'exprimant récemment à la télévision, Luc Van den Brande, ancien Ministre-Président CVP du Gouvernement flamand, s'est dit favorable à un « **fédéralisme responsable** ».



POUR CONCLURE

L'explication de la crise pour la formation d'un gouvernement issu des urnes du 10 juin est bien évidemment multiple et beaucoup d'autres explications auraient encore pu être proposées. Mais il vient alors une autre question. Quels sont les facteurs qui auraient été les plus déterminants ? Et parmi ceux-ci, chacun serait tenté d'en choisir un qui prédomine ou encore de les classer par ordre subjectif d'importance. Dès lors, si l'on peut échapper au simplisme, et à ses éventuels ravages politiques, peut-on refuser l'existence de la subjectivité ? Les explications de la crise que le citoyen bien informé retiendra en premier ne pourraient-elles pas être le reflet de son propre positionnement et de ce qui importe ou qui fait sens pour lui-même ?

Patrick FELTESSE

Note

La présente contribution se base sur les faits et différents commentaires et analyses présentés dans les médias audio-visuels et écrits durant la période de juillet à octobre 2007. Il n'est pas possible d'y faire référence de façon détaillée.



**AVEC LE SOUTIEN DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE,
SERVICE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE**